

Note de synthèse

D'outil d'évaluation à levier stratégique

**L'évaluation MOWIP au
service des plans d'action
nationaux « Femmes, paix
et sécurité »**

À propos du DCAF

Le DCAF – Centre de Genève pour la gouvernance du secteur de la sécurité se consacre à l'amélioration de la sécurité des États et de leurs populations dans un cadre de gouvernance démocratique, d'état de droit, de respect des droits humains et d'égalité des genres. Depuis sa création en 2000, le DCAF a contribué à rendre la paix et le développement plus durables en aidant les États partenaires et les acteurs internationaux qui les soutiennent à améliorer la gouvernance de leur secteur de la sécurité grâce à des réformes inclusives et participatives. Il crée des produits de connaissance innovants, promeut des normes et des bonnes pratiques, fournit des conseils juridiques et politiques et soutient le renforcement des capacités des acteurs étatiques et non étatiques du secteur de la sécurité. Les membres du Conseil de fondation du DCAF représentent une cinquantaine de pays en plus du Canton de Genève. Actif dans plus de 70 pays, le DCAF est internationalement reconnu comme l'un des principaux centres d'excellence en matière de gestion, de gouvernance et de réforme du secteur de la sécurité. Le DCAF est guidé par les principes de neutralité, d'impartialité, d'appropriation locale, de participation inclusive et d'égalité des genres. Pour plus d'informations, consultez le site www.dcaf.ch et suivez-nous sur LinkedIn.

Auteure : Sarah Rowse.

Informations sur les droits d'auteur : [@ DCAF – Geneva Centre for Security Sector Governance 2026](#). © DCAF – Geneva Centre for Security Sector Governance 2026.

Première publication en avril 2025 (en anglais).

Le DCAF encourage l'utilisation, la traduction et la diffusion de cette publication. Nous vous demandons toutefois de citer les documents et de ne pas en modifier le contenu.

Citer comme suit : Rowse, Sarah, Note de synthèse, D'outil d'évaluation à levier stratégique : l'évaluation MOWIP au service des plans d'action nationaux « Femmes, paix et sécurité » (Genève : DCAF, avril 2025).

Mise en page : Leamaija Works Oy, www.leamaija.works

ISBN: 978-92-9222-810-1.

Note de synthèse

D'outil d'évaluation à levier stratégique

**l'évaluation MOWIP au
service des plans d'action
nationaux « Femmes, paix
et sécurité »**



L'Initiative Elsie pour la participation des femmes aux opérations de paix est une initiative multipartite dirigée par Affaires mondiales Canada qui vise à renforcer la participation significative des femmes aux opérations de paix de l'ONU.


Cette publication est cofinancée par le Fonds Commun du DCAF. Nous remercions les partenaires principaux – le ministère fédéral des affaires étrangères de l'Allemagne, le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) de la Suisse, le Foreign, Commonwealth & Development Office (FCDO) du Royaume-Uni, ainsi que le ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas – pour leur généreux soutien au Fonds Commun.

La méthodologie d'évaluation des opportunités pour les femmes dans les opérations de paix, ou méthodologie MOWIP, est un outil rigoureux et novateur conçu par le DCAF et le Laboratoire Genre et Secteur de la Sécurité de Cornell. Il permet d'évaluer dans quelle mesure les femmes peuvent participer de manière significative aux opérations de paix, du point de vue des pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police.

Table des matières

| | |
|--|-----------|
| Résumé analytique | 6 |
| 1. Raisonnement et périmètre de la recherche..... | 10 |
| 2. Méthodologie et sélection des pays | 12 |
| 3. Conclusions principales..... | 16 |
| 4. L'évaluation MOWIP, un atout de poids pour un plan d'action national plus efficace | 22 |
| 5. Conclusion : D'outil d'évaluation à levier stratégique..... | 28 |
| 6. Recommandations | 32 |
| Annexes..... | 36 |
| Bibliographie | 40 |

Résumé analytique



Les plans d'action nationaux de mise en œuvre de l'agenda « Femmes, paix et sécurité » (ci-après les « plans d'action nationaux ») sont des outils d'intervention aujourd'hui bien établis. Leurs effets demeurent pourtant inégaux, notamment en matière de participation significative des femmes au sein des institutions de sécurité.

Nombre d'entre eux, malgré les ambitions affichées, manquent de précision, de données de référence fiables, d'appropriation institutionnelle et d'indicateurs mesurables, ce qui limite leur capacité à impulser des changements

majeurs (Asante et Shepherd, 2025 ; Jacevic, 2019 ; Hamilton et autres, 2020 ; rapports 2024 et 2025 d'ONU-Femmes et du Secrétaire général des Nations Unies).

La présente note de synthèse part du principe que des outils d'analyse tels que la méthodologie d'évaluation des opportunités pour les femmes dans les opérations de paix¹, ou méthodologie MOWIP, peuvent contribuer à renforcer les plans d'action nationaux en produisant des corpus de données exploitables concernant les facteurs institutionnels qui entravent ou qui favorisent la participation des femmes au sein des institutions de sécurité. À partir des recherches qualitatives menées dans sept pays

¹ La Méthodologie d'évaluation des opportunités pour les femmes dans les opérations de paix, ou méthodologie MOWIP, est un outil rigoureux et novateur conçu par le DCAF et le Laboratoire Genre et Secteur de la Sécurité de Cornell. Il permet d'évaluer dans quelle mesure les femmes peuvent participer de manière significative aux opérations de paix, du point de vue des pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police.

s'étant prêtés à l'exercice (le Bangladesh, le Canada, les Fidji, le Ghana, la Jordanie, le Liberia et l'Uruguay), cette note de synthèse examine dans quelle mesure les évaluations MOWIP sont utilisées dans le cadre de l'élaboration et de la mise en œuvre de leurs plans d'action nationaux, en particulier dans le domaine de la participation significative des femmes, qui constitue le cœur de cette méthode.

Il est rare que leurs conclusions soient directement intégrées dans le texte des plans d'action nationaux. Toutefois, les évaluations MOWIP sont fréquemment mises à profit pour définir des stratégies institutionnelles en matière de genre, des

programmes financés par les bailleurs de fonds et des priorités de mise en œuvre qui se situent en dessous ou en parallèle des plans d'action nationaux. Le Canada constitue le meilleur exemple d'alignement explicite entre les conclusions de l'évaluation et l'exécution du plan d'action national. Dans la plupart des autres contextes, le lien est indirect, partiel ou prospectif, et souvent limité par des contraintes de calendrier et de ressources, par des problèmes de coordination, ou par un manque d'expertise dans le domaine des femmes, de la paix et de la sécurité.

Il ressort de cette note de synthèse que la principale valeur ajoutée de la méthodologie MOWIP réside dans sa capacité :

- 1.** à diagnostiquer les obstacles institutionnels à la participation des femmes ;
- 2.** à recommander des mesures concrètes propres à l'institution concernée ;
- 3.** et à produire des données de référence qualitatives et quantitatives permettant de consolider les cadres de suivi des plans d'action nationaux, notamment pour la définition des cibles et des indicateurs.

Pour exploiter ce potentiel, il est nécessaire de faire davantage coïncider les processus MOWIP et la gouvernance des plans d'action nationaux.

Message clé

Lorsqu'elle est alignée de manière stratégique sur l'élaboration d'un plan d'action national de mise en œuvre de l'agenda « Femmes, paix et sécurité », la méthodologie MOWIP peut se révéler très efficace pour renforcer la spécificité et le caractère mesurable des engagements relatifs à la participation significative des femmes, et pour faciliter leur adoption et leur mise en œuvre.

Ce potentiel est encore plus grand lorsque le rapport d'évaluation n'est pas réduit au cadre du maintien de la paix, et sert de point d'entrée à l'analyse des obstacles institutionnels que rencontrent les femmes au sein des institutions de sécurité du pays concerné.

1.

Raisonnement et périmètre de la recherche

Les plans d'action nationaux « Femmes, paix et sécurité » sont un mécanisme central, grâce auquel les États peuvent mettre en œuvre la résolution 1325 de 2000 et ultérieures du Conseil de sécurité des Nations Unies relatives au l'agenda « Femmes, paix et sécurité ».

Depuis dix ans, ils sont de plus en plus nombreux à inscrire explicitement les institutions du secteur de la sécurité (Défense/Intérieur) parmi les acteurs chargés d'obtenir des résultats en matière de participation (cibles relatives au nombre de femmes Casques bleus, initiatives de recrutement, viviers de dirigeantes, etc.). La spécificité et la mesurabilité de ces résultats sont toutefois très variables ; beaucoup d'objectifs adoptés dans le secteur de la défense restent vagues, manquent de ressources régulières et sont peu suivis. Quant aux indicateurs, lorsqu'ils existent, ils sont souvent quantitatifs.

Conçue par le Centre de Genève pour la gouvernance du secteur de la sécurité (DCAF) et le Laboratoire

Genre et Secteur de la Sécurité (GSS) de l'université Cornell, la méthodologie MOWIP offre un cadre complet pour analyser les obstacles à la participation significative des femmes en fonction de dix dimensions institutionnelles, parmi lesquelles le recrutement, le déploiement, la culture du lieu de travail, les politiques familiales et les voies d'accès à des responsabilités. La présente recherche examine l'intérêt des processus et conclusions MOWIP pour l'élaboration et la mise en œuvre des plans d'action nationaux, en particulier au titre du volet Participation. Plus précisément, elle étudie dans quelle mesure la méthodologie MOWIP est utilisée pour :

- fournir des données de référence et des indicateurs fondés sur les faits ;
- et soutenir l'implication des institutions et leur appropriation des engagements relevant du plan d'action national.

L'analyse est centrée sur la participation significative des femmes au sein des institutions de sécurité, conformément à l'axe principal de la méthodologie.

2.

Méthodologie et sélection des pays

La recherche s'appuie sur : 14 entretiens avec des informateurs et informatrices clés (23 personnes concernées) ; une étude documentaire des rapports MOWIP, des plans d'action nationaux et des sources secondaires ; et une analyse des cas comparés des sept pays retenus.

Les pays ont été choisis dans une optique de diversité régionale, et de façon à refléter différents stades de mise en œuvre de l'évaluation et d'élaboration du plan d'action national.

| Région | Pays | Calendrier des plans d'action nationaux (PAN) ² | Évaluation MOWIP - années ³ |
|---------------------------------|------------|---|---|
| Afrique | Ghana | 1 ^{er} PAN : 2012-2014 2 ^e PAN : 2020-2025 | Évaluation MOWIP des Forces armées ghanéennes : Données recueillies entre sept. 2019 et févr. 2020 Rapport publié en avril 2021 |
| | Liberia | 1 ^{er} PAN : 2009-2013 2 ^e PAN : 2019-2023 (prolongé jusqu'en 2025) | Évaluation MOWIP des Forces armées libériennes : Données recueillies entre oct. 2021 et avril 2022 Rapport publié en sept. 2022 Évaluation MOWIP des Forces armées canadiennes : Données recueillies entre janv. 2021 et avril 2022 Rapport publié en mai 2022 |
| Amérique | Canada | 1 ^{er} PAN : 2010-2016 2 ^e PAN : 2017-2022 3 ^e PAN : 2023-2029 | Évaluation MOWIP des Forces armées canadiennes : Données recueillies entre janv. 2021 et avril 2022 Rapport publié en mai 2022 |
| | Uruguay | 1 ^{er} PAN : 2021-2024 | Évaluation MOWIP de la Police uruguayenne : Données recueillies entre mars 2019 et avril 2020 Rapport publié en mai 2022 |
| Afrique du Nord et Moyen-Orient | Jordanie | 1 ^{er} PAN : 2018-2021 2 ^e PAN : 2022-2025 | Évaluation MOWIP de la Direction de la sécurité publique jordanienne : Données recueillies entre juill. 2019 et déc. 2021 Rapport publié en août 2023 |
| Asie-Pacifique | Bangladesh | 1 ^{er} PAN : 2019-2022 (prolongé jusqu'en 2025) | Évaluation MOWIP des Forces armées bangladaises : Données recueillies entre juill. 2020 et févr. 2022 Rapport publié en mai 2023 |
| | Fidji | 1 ^{er} PAN : à paraître | Évaluation des Forces armées fidjiennes en cours⁴ : Données recueillies entre mai et nov. 2025 Rapport final à paraître |

² PeaceWomen, Women, Peace and Security National Action Plans Database, PeaceWomen/Global Network of Women Peacebuilders, disponible à l'adresse : 1325naps.peacewomen.org.

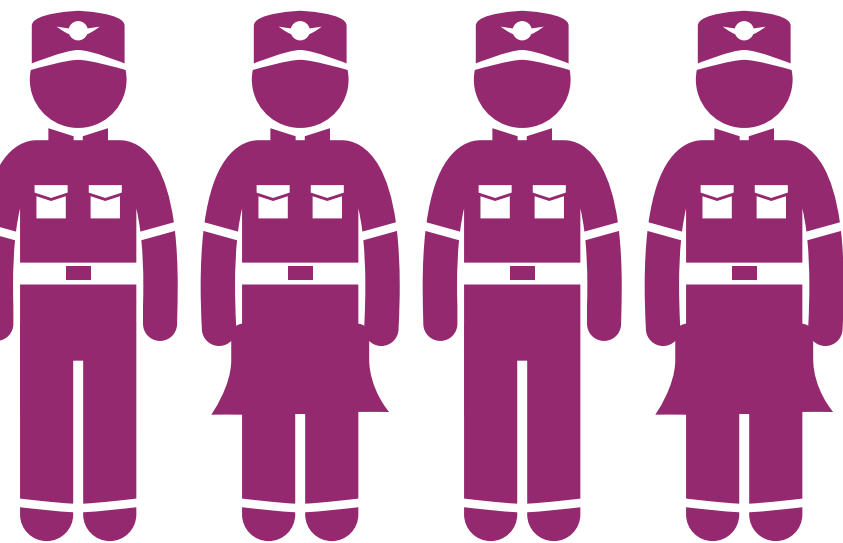
³ Fonds de l'Initiative Elsie, Measuring Opportunities for Women in Peacekeeping (MOWIP) Reports, Fonds de l'Initiative Elsie, disponible à l'adresse : elsiefund.org/resources/mowip-reports.

⁴ Bureau des fonds d'affectation spéciale pluripartenaires du PNUD, Project 00141151, Programme des Nations Unies pour le développement, mptf.undp.org/project/00141151.

Un échantillonnage en boule de neige a été utilisé pour identifier les parties prenantes au sein des institutions de sécurité, des ministères en charge du plan d'action national et des partenaires de recherche ayant directement participé à l'évaluation MOWIP ou ayant une expérience approfondie de l'élaboration du plan d'action national et du suivi de sa mise en œuvre dans les pays sélectionnés. Les questions de recherche sont présentées dans les Annexes. Les résultats préliminaires ont été communiqués aux parties concernées dans le cadre d'un atelier de validation, afin d'obtenir leurs retours et commentaires.

L'étude s'est heurtée à des limites liées à la mobilisation des parties prenantes ; malgré de nombreuses relances, le

nombre d'entretiens réalisés avec des informateurs et informatrices clés a été inférieur à ce qui était initialement prévu. Cela peut s'expliquer par un manque de temps ou par des conflits de priorités. Toutefois, cela peut également indiquer des niveaux variables d'intérêt perçu ou de rapport avec l'objet de la recherche. Il est intéressant de noter que ces difficultés sont apparues l'année du 25^e anniversaire de l'agenda « Femmes, paix et sécurité », et qu'elles pourraient être le reflet de tendances plus générales concernant la participation aux processus liés à ce l'agenda. Ces limites pèsent inévitablement sur le périmètre de l'analyse et sur les conclusions qu'il est possible d'en tirer.



3.

Conclusions principales

3.1 Alignement entre l'évaluation MOWIP et les plans d'action nationaux

CANADA

De l'évaluation à la mise en œuvre

Parmi les cas étudiés, le Canada représente l'exemple le plus abouti d'alignement entre l'évaluation MOWIP et le plan d'action national. Le rapport de l'évaluation MOWIP des Forces armées canadiennes (2022) est nommément cité dans le troisième Plan d'action national du Canada pour les femmes, la paix et la sécurité, « Les fondements de la paix » (2023-2029), ainsi que dans les rapports des départements fédéraux associés. Au lieu de considérer l'évaluation MOWIP comme un diagnostic distinct, les Forces armées canadiennes ont intégré ses conclusions dans « l'ADN » de son calendrier de mise en œuvre de l'agenda programme « Femmes, paix et sécurité » ; l'évaluation a ainsi contribué à la définition d'objectifs de participation qualitatifs, au choix de méthodes féministes de suivi et d'évaluation, et à l'établissement des priorités en matière de réformes institutionnelles. Surtout, l'exemple canadien illustre comment les évaluations MOWIP peuvent dépasser le cadre limité du maintien de la paix pour contribuer, de manière plus générale, à la résolution de problèmes systémiques (culture institutionnelle, violences fondées sur le genre) qui affectent directement la participation des femmes, leur fidélisation et leur accès à des postes à responsabilités au sein des institutions de défense.

Les analyses des sept pays font ressortir quatre grandes tendances en matière d'alignement entre les processus MOWIP et les plans d'action nationaux.

Alignement étroit (explicite et opérationnel) : Canada. Les conclusions du rapport d'évaluation MOWIP par les Forces armées canadiennes sont mentionnées dans le plan d'action national et ont été mises à profit pour élaborer des plans d'exécution ministériels, des objectifs de participation qualitatifs et des méthodes féministes de suivi et d'évaluation.

Alignement partiel ou indirect : Ghana. L'évaluation MOWIP des Forces armées ghanéennes n'a pas pu être terminée à temps pour guider le deuxième plan d'action national du pays (2020-2025). Toutefois, ses conclusions ont orienté la toute première politique en matière de genre des Forces armées (lancée en décembre 2023), ainsi que les programmes financés par des bailleurs de fonds qui soutiennent les objectifs du plan d'action national.

Uruguay. Les conclusions du rapport d'évaluation MOWIP de la Police nationale uruguayenne ont contribué à un diagnostic de l'institution sur les questions de genre, et à la définition d'objectifs communs à la police, aux forces armées et au ministère des Affaires étrangères au titre du plan d'action national, alors que le maintien de l'ordre ne faisait pas partie des priorités des politiques publiques.

Jordanie. Le rapport d'évaluation MOWIP de la Direction de la sécurité publique a influencé les stratégies institutionnelles et renforcé l'adhésion du secteur de la sécurité au deuxième plan d'action national (2022-2025) du pays, malgré une attribution officielle limitée.

Alignement espéré ou futur : Fidji. Il y a tout lieu de croire que le rapport d'évaluation MOWIP à paraître en 2026 orientera le futur plan d'action national ainsi que les plans d'action des forces de sécurité.

Alignement minimal ou inexistant : Liberia. Le rapport d'évaluation MOWIP des Forces armées libériennes a dopé les efforts institutionnels en matière de genre, mais ne semble pas avoir pesé sur la mise en œuvre du plan d'action national.

Bangladesh. Les processus de l'évaluation MOWIP des Forces armées bangladaises et du plan d'action national sont en grande partie déconnectés. Les conclusions du rapport sont peu diffusées (en interne ou en externe). Il n'a pas été possible d'en intégrer les conclusions durant la phase de prolongement du plan d'action national (2022-2025), lequel n'a pas évolué entre les deux phases, un signe du manque d'intérêt politique pour l'agenda « Femmes, paix et sécurité ».

Des effets indirects, mais réels

Le Ghana présente un schéma courant, mais souvent méconnu, de l'influence des conclusions MOWIP sur les réalisations concernant les femmes, la paix et la sécurité. L'évaluation MOWIP des Forces armées ghanéennes (2021) s'est terminée trop tard pour peser sur l'élaboration du deuxième plan d'action national du pays (2020-2025). Ses recommandations ont toutefois été mises à profit par la suite, dans le cadre de la Politique des Forces armées en matière de genre, ainsi que dans le cadre de plusieurs initiatives financées par des bailleurs de fonds qui rejoignaient les objectifs du plan d'action national : campagnes de recrutement ciblées, amélioration des infrastructures, programmes de formation visant à aplanir les obstacles à la participation des femmes aux opérations de paix, etc.⁵ Le cas du Ghana montre que l'évaluation MOWIP peut apporter une réelle valeur ajoutée au stade de la mise en œuvre, même lorsque des contraintes de temps empêchent son alignement officiel sur le plan d'action national.

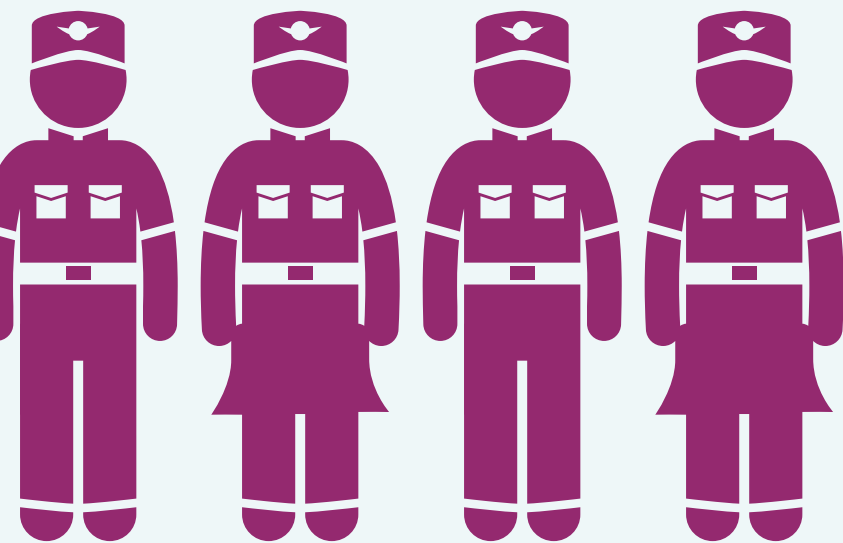
⁵ www.kaiptc.org/elsie-initiative-fund-kaiptc-gaf-national-female-recruitment-campaign-takes-of.

Dans la plupart des cas, on trouve peu de données attestant d'un rapprochement systématique entre les conclusions des évaluations MOWIP et les objectifs, indicateurs et matrices d'actions des plans d'action nationaux, à l'exception notable du Canada. Les décalages entre les évaluations MOWIP et les cycles du plan d'action national constituent souvent un frein à l'intégration. Les conclusions MOWIP sont plus couramment employées pour étoffer :

- les stratégies du secteur de la défense ou de la police en matière de genre ;
- les réformes des politiques internes ;
- des projets financés par les bailleurs de fonds qui rejoignent les objectifs du plan d'action national.

Cela suggère que les rapports d'évaluation MOWIP entrent souvent dans l'écosystème « Femmes, paix et sécurité » davantage par l'intermédiaire des institutions que par le texte des plans d'action nationaux.

Il est toutefois possible de tirer plusieurs conclusions intéressantes de l'influence indirecte ou potentielle des évaluations MOWIP sur l'agenda « Femmes, paix et sécurité » d'un pays. Elles sont présentées dans la section 4.




3.2 Appuis et obstacles indicatifs rapportés par les parties prenantes

Les entretiens avec les parties prenantes ont permis de récolter diverses observations et recommandations utiles. Leur analyse approfondie dépasse le cadre de la présente étude. Toutefois, elles font émerger plusieurs enjeux majeurs :

- L'importance de l'appropriation institutionnelle : le fait que les processus MOWIP soient connus des institutions de sécurité et défendus en haut lieu semble avoir un effet positif sur la prise en compte de leurs conclusions. À l'inverse, une diffusion interne limitée peut restreindre leur utilité en dehors d'une unité technique réduite.
- Le rôle critique de l'expertise dans le domaine des femmes, de la paix et de la sécurité : l'influence des conclusions MOWIP sur l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan d'action national dépend en grande partie du niveau d'expertise en la matière des personnes chargées de recevoir, de traduire et d'appliquer ces conclusions. Le fait de compter sur des actions individuelles peut entraîner une fragilité institutionnelle.
- Les financements restent un frein structurel : l'exécution du plan d'action national et les mesures de suivi de l'évaluation MOWIP restent très tributaires de financements extérieurs. Même si elle peut aider à débloquer des ressources auprès des bailleurs de fonds, une évaluation MOWIP ne permettra pas, en soi, de résoudre les problèmes de financement sous-jacents.

4.

**L'évaluation
MOWIP, un
atout de
poids pour un
plan d'action
national plus
efficace**



Les rapports d'évaluation MOWIP n'ont pas simplement pour objectif de quantifier le nombre de femmes déployées et d'identifier les carences des structures de déploiement. Ils visent également à recenser les obstacles et les opportunités d'ordre institutionnel, culturel, opérationnel et normatif au sein des institutions de sécurité procédant à des déploiements - des enjeux particulièrement importants pour les ambitions du plan d'action national.

Par conséquent, la manière dont les évaluations MOWIP conceptualisent la participation significative et produisent un corpus de données complet les rend particulièrement précieuses pour les processus des plans d'action nationaux. Les évaluations peuvent servir à repérer les obstacles à la participation significative des femmes au sein des institutions du secteur de la sécurité, mais aussi, de façon plus pratique, à éclairer les ajustements de cap nécessaires lors de la mise en œuvre du plan d'action national, sans devoir attendre les futurs cycles.

Signaler les obstacles institutionnels

Bien que la méthodologie MOWIP ait été conçue pour repérer les obstacles à la participation des femmes aux opérations de maintien de la paix, les conclusions révèlent que l'utilité réelle des évaluations MOWIP réside dans le diagnostic institutionnel complet qu'elles fournissent au sujet du fonctionnement des obstacles liés au genre dans l'ensemble des forces de sécurité.

Au Canada, l'évaluation MOWIP des Forces armées canadiennes a permis de mettre en évidence les problèmes systémiques qui font obstacle à la fidélisation, à la sécurité et à l'autorité des femmes au sein de l'institution. Cela renforce l'idée qu'une participation significative aux opérations de paix ne peut être dissociée des conditions en place dans l'organisation tout entière. De même, aux Fidji, l'évaluation a été appréciée précisément parce qu'elle créait un espace structuré permettant de discuter des contraintes institutionnelles affectant les femmes au sein des forces disciplinées, et pas uniquement lors d'un déploiement dans le cadre d'opérations de paix.

Ces exemples laissent à penser que le principal atout d'une évaluation MOWIP pourrait résider dans sa capacité à faire office de passerelle : la question

du maintien de la paix sert de point d'entrée à une analyse plus générale des structures distinctes selon le genre au sein de l'institution en question. Pour les plans d'action nationaux, elle offre ainsi l'occasion de formuler des engagements relatifs à la participation des femmes ou à l'égalité de participation qui rattachent les objectifs en matière de maintien de la paix à une transformation générale du secteur de la sécurité, au lieu de considérer les opérations de paix comme un secteur spécialisé séparé.

Orienter les ajustements à mi-parcours

Les conclusions au Bangladesh, en Jordanie et au Liberia indiquent que les évaluations MOWIP ne sont pas assez mises à profit pour ajuster le cap des plans d'action nationaux à mi-mandat. Les réponses des parties prenantes suggèrent en effet que les occasions d'intégrer les recommandations du rapport MOWIP durant la phase de mise en œuvre ont été limitées, alors qu'elles auraient pu aider les institutions de sécurité à affiner ou à repenser les tâches, objectifs ou activités en rapport avec le plan d'action national.

Étant donné que les plans d'action nationaux visent à permettre des ajustements en temps réel, les conclusions des évaluations MOWIP peuvent s'avérer tout aussi utiles lors des examens à mi-parcours. Les évaluations

MOWIP fournissent des données actualisées et spécifiques à chaque institution qui peuvent aider les pouvoirs publics et les institutions du secteur de la sécurité :

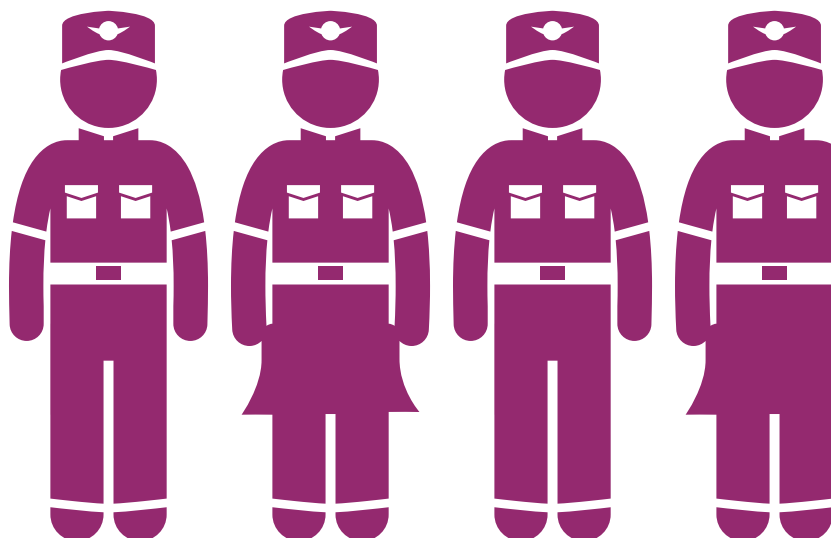
- à réévaluer le réalisme ou l'ambition des objectifs de participation existants ;
- à repérer les mesures au point mort ou peu performantes, et à ajuster les méthodes en conséquence ;
- à affiner les indicateurs pour mieux saisir les dimensions qualitatives de la participation ;
- à réorienter les ressources vers les réformes les plus prometteuses.

Intégrer un rapport d'évaluation MOWIP dans les examens à mi-parcours des plans d'action nationaux permettrait aux États de réagir de manière plus

dynamique aux données disponibles et de réduire le décalage entre le diagnostic fourni par le rapport MOWIP et la mise en œuvre des réformes.

Utilisée de manière stratégique, une évaluation MOWIP peut contribuer à remplacer une participation purement descriptive (chiffres) par une participation évoquant les questions de fond (conditions, influence, maintien en poste et promotion) dans un plan d'action national.

Dans leur ensemble, ces utilisations stratégiques mettent en évidence les différentes manières dont les évaluations MOWIP peuvent renforcer la conception, la mise en œuvre et le contrôle des plans d'action nationaux.



L'évaluation MOWIP offre six contributions distinctes pour renforcer les plans d'action nationaux « Femmes, paix et sécurité » :

- 1 **des données** de référence fondées sur les faits pour les objectifs de participation ;
- 2 **des diagnostics** propres au contexte qui ne se limitent pas à des cibles numériques ;
- 3 **des recommandations** applicables adaptées aux matrices d'actions du plan d'action national ;
- 4 **un système** amélioré de suivi et évaluation incluant des données de référence et des indicateurs qualitatifs ;
- 5 **une mobilisation** accrue des institutions qui renforce leur appropriation des processus du plan d'action national ;
- 6 **le recours** à des activités de plaidoyer pour obtenir un appui politique et financier à la mise en œuvre du plan d'action national.

5.

Conclusion : D'outil d'évaluation à levier stratégique

Il ressort de la présente étude que les évaluations MOWIP sont un outil d'analyse très apprécié, mais qu'elles ne sont pas encore assez utilisées pour renforcer les engagements des plans d'action nationaux relatifs à la participation significative des femmes au sein des institutions du secteur de la sécurité et dans le cadre des opérations de maintien de la paix. Lorsqu'elle est délibérément alignée sur un plan d'action national, une évaluation peut affiner les engagements en matière de participation, améliorer la redevabilité et renforcer l'appropriation institutionnelle.

Il ne s'agit pas de changer de méthodologie, mais de changer de stratégie. Pour concrétiser ces ambitions, l'évaluation MOWIP ne doit pas être considérée comme une évaluation à part, mais comme une ressource centrale pour la gouvernance, la conception et le suivi des plans d'action nationaux. Ce changement de perspective représente une étape décisive pour renforcer la crédibilité, le caractère mesurable et le pouvoir transformateur des engagements de l'agenda « Femmes, paix et sécurité » en matière de participation lorsque les institutions du secteur de la sécurité se les sont appropriés.

Survol des principales recommandations

1

Choisir le moment de l'évaluation de manière stratégique : faites coïncider les évaluations MOWIP avec les cycles de rédaction, de révision et d'examen à mi-parcours des plans d'action nationaux, et pas seulement avec les futures phases de planification.

2

Intégrer l'analyse du plan d'action national dans l'évaluation MOWIP : lors d'une évaluation MOWIP, demandez expressément une analyse des engagements actuels du plan d'action national en matière de participation.

3

Inclure les instances responsables du plan d'action national dans le processus : faites participer les ministères chargés de coordonner le plan d'action national aux entretiens et aux ateliers de validation de l'évaluation MOWIP.

4

Remplacer les chiffres par des conditions : utilisez l'évaluation MOWIP pour définir des cibles de participation qualitatives (fidélisation, sécurité, voies d'accès à des responsabilités) applicables à toutes les institutions de sécurité, et pas seulement pour les déploiements dans le cadre d'opérations de maintien de la paix.

5

Traduire les conclusions en matrices d'actions : transposez directement les recommandations du rapport d'évaluation MOWIP dans les tables de mise en œuvre du plan d'action national.

6

Investir dans la diffusion et l'appropriation : assurez-vous que les conclusions de l'évaluation MOWIP sont diffusées en dehors du cercle des unités genre des institutions du secteur de la sécurité.

7

Utiliser le rapport d'évaluation MOWIP pour prendre des mesures à effet rapide : repérez les solutions stratégiques peu coûteuses (infrastructures, critères de déploiement, etc.) qui produiront des effets à brève échéance.

8

Utiliser l'évaluation MOWIP pour des demandes de financement : appuyez-vous sur des données factuelles pour mobiliser les budgets domestiques et le soutien des bailleurs de fonds conformément aux objectifs du plan d'action national.

6.

Recommendations

Les conclusions de la présente note de synthèse ont des conséquences directes sur la manière dont les partenaires de l'Initiative Elsie présentent et soutiennent les processus MOWIP.

D'une part, elles laissent entendre qu'il est important aujourd'hui de présenter les évaluations MOWIP non seulement comme un outil spécifique aux opérations de maintien de la paix, mais aussi comme un point d'entrée pour remédier aux obstacles institutionnels à la participation significative des femmes au sein des institutions de sécurité et de défense. D'autre part, elles soulignent l'intérêt d'aider les pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police à exploiter les conclusions des évaluations MOWIP de façon dynamique, en particulier dans le cadre des examens à mi-parcours des plans d'action nationaux, au lieu de limiter l'engagement à la livraison d'une évaluation initiale.

Pour les institutions du secteur de la sécurité s'engageant dans une évaluation MOWIP

- Planifiez l'évaluation MOWIP en fonction des cycles de rédaction, d'examen à mi-parcours ou de révision du plan d'action national.
- Appuyez-vous sur les conclusions de l'évaluation MOWIP pour définir des objectifs de participation spécifiques et propres à l'institution dans le cadre des plans d'action nationaux.
- Traduisez les recommandations MOWIP en mesures à effet rapide et en réformes durables.
- Assurez une large diffusion en interne, dépassant le cercle des unités genre.

Pour les ministères chargés de la mise en œuvre d'un plan d'action national

- Planifiez l'évaluation MOWIP en fonction des cycles de rédaction, d'examen à mi-parcours ou de révision du plan d'action national.
- Faites participer les instances de coordination du plan d'action national aux entretiens et aux ateliers de validation MOWIP.
- Demandez expressément une analyse des engagements actuels du plan d'action national dans le cadre de l'évaluation MOWIP.

Pour les partenaires internationaux et les bailleurs de fonds

- Encouragez l'alignement des plans de mise en œuvre des plans d'action nationaux sur les conclusions MOWIP.
- Financez des programmes de suivi qui concrétisent les recommandations MOWIP dans le cadre des plans d'action nationaux.

Annexes

Annexe 1. Ce que cela signifie pour un plan d'action national : les points à vérifier

Utilisation stratégique des rapports d'évaluation MOWIP : liste des points à vérifier lorsqu'un gouvernement ou une institution du secteur de la sécurité procède à son auto-évaluation

Servez-vous des questions ci-dessous pour déterminer dans quelle mesure l'évaluation MOWIP contribue à votre plan d'action national.

Gouvernance et calendrier

- L'évaluation MOWIP est-elle programmée pour contribuer à un cycle de rédaction, de révision ou d'examen à mi-parcours du plan d'action national ?
- Les ministères chargés du plan d'action national sont-ils officiellement impliqués dans le processus d'évaluation MOWIP (conception, entretiens, validation) ?

Conception et alignement

- L'évaluation MOWIP analyse-t-elle explicitement les engagements actuels du plan d'action national en matière de participation ?
- Les recommandations de l'évaluation MOWIP coïncident-elles avec des objectifs ou des mesures spécifiques du plan d'action national ?

Participation et contenu

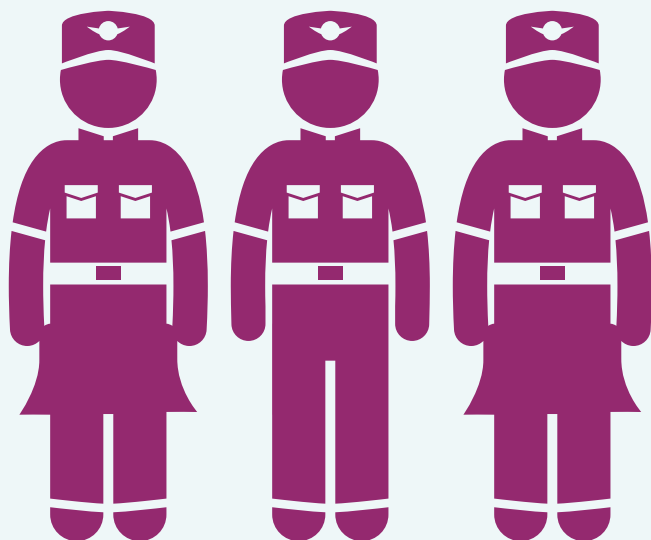
- Les cibles du plan d'action national sont-elles conçues pour traiter des conditions et de la culture des institutions de sécurité, ainsi que de la fidélisation et de l'avancement des femmes en leur sein ?
- Des indicateurs qualitatifs sont-ils prévus (sécurité, voies d'accès à des responsabilités, culture institutionnelle) ?

Appropriation et diffusion

- ☑ Les conclusions MOWIP sont-elles largement diffusées au sein des institutions de sécurité ?
- ☑ La direction soutient-elle ouvertement la mise en œuvre des conclusions ?

Mise en œuvre et financement

- ☑ Les conclusions MOWIP guident-elles l'élaboration des stratégies institutionnelles et des plans de travail pertinents pour le plan d'action national ?
- ☑ Les conclusions MOWIP permettent-elles de mobiliser des budgets domestiques ou le soutien des bailleurs de fonds au profit du plan d'action national ?



Annexe 2. Questions de recherche

- Votre pays s'est-il appuyé sur les conclusions de l'évaluation MOWIP pour élaborer son plan d'action national de mise en œuvre de la résolution 1325 ?
 - Si oui, comment ? Y a-t-il des enseignements clés tirés de ce processus que vous pourriez partager ?
 - Votre plan d'action national relatif à l'agenda « Femmes, paix et sécurité » comporte-t-il un volet consacré à la participation significative des femmes au sein des institutions de sécurité ? À votre avis, cet objectif est-il satisfaisant ?
 - Les institutions de sécurité ont-elles été impliquées dans le processus du plan d'action national relatif à la définition (et à la réalisation/au suivi) de ces objectifs ? Si oui, comment ? Sinon, pourquoi ? Le processus MOWIP a-t-il permis d'influencer la définition de l'objectif spécifique ou de renforcer l'engagement des institutions du secteur de la sécurité ? Si oui, comment ? Sinon, pourquoi ?
- OU : Comment l'évaluation MOWIP aurait-elle pu ou pourrait-elle guider l'élaboration du plan d'action national ? OU : Quels types d'informations concernant la participation des femmes au sein du secteur de la sécurité ou concernant la participation de ce dernier à la définition des cibles vous auraient permis d'orienter/ de renforcer le plan d'action national ?
 - Est-il prévu de s'appuyer sur les conclusions de l'évaluation MOWIP pour élaborer le prochain plan d'action national ? Le cas échéant, pouvez-vous donner quelques détails ?
 - Que recommanderiez-vous à d'autres pays ayant réalisé une évaluation MOWIP qui souhaiteraient s'en servir pour élaborer leur plan d'action national ?

Bibliographie

ASANTE Doris et SHEPHERD Laura J. (2025), « *WPS at 25: National Action Plans as Mechanisms for Implementation of a Diverse Agenda* », *Politics and Gender*, vol. 21, n° 3, septembre 2025, p. 681-688, doi.org/10.1017/S1743923X25100287 (consulté le 19 mars 2026).

DAVIES Sara E. et TRUE Jacqui (2019), « *Women, Peace and Security: A Transformative Agenda?* », dans DAVIES Sara E. et TRUE Jacqui (dir.), *The Oxford Handbook of Women, Peace, and Security*, Oxford, Oxford University Press, édition en ligne, Oxford Academic, 11 décembre 2018, doi.org/10.1093/oxfordhb/9780190638276.013.1 (consulté le 19 mars 2026).

HAMILTON Caitlin, NAAM Nyibeny et SHEPHERD Laura J. (2020), « *Twenty Years of Women, Peace and Security National Action Plans: Analysis and Lessons Learned* », Londres, London School of Economics and Political Science (LSE), www.lse.ac.uk/women-peace-security/assets/documents/2020/Twenty-Years-of-Women-Peace-and-Security-National-Action-Plans.pdf (consulté le 19 mars 2026).

JACEVIC Mirsad Miki (2019), « *WPS, States, and the National Action Plans* », dans DAVIES Sara E. et TRUE Jacqui (dir.), *The Oxford Handbook of Women, Peace, and Security*, op. cit., doi.org/10.1093/oxfordhb/9780190638276.013.32 (consulté le 19 mars 2026).

MYRTTINEN Henri, SHEPHERD Laura J. et WRIGHT Hannah (2020), « *Implementing the Women, Peace and Security Agenda in the OSCE Region* », Vienne, Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), disponible en ligne à l'adresse : cdn.osce.org/sites/default/files/documents/3/4/444577.pdf (consulté le 19 mars 2026).

KARIM Sabrina et autres (2020), *Méthodologie MOWIP. Mesurer les opportunités pour les femmes dans les opérations de paix*, Genève, DCAF – Centre pour la gouvernance du secteur de la sécurité, disponible en ligne à l'adresse : www.dcaf.ch/sites/default/files/publications/documents/Elsie_MOWIP_Methodology_FRENCH_final.pdf (consulté le 19 mars 2026).

KARIM Sabrina et autres (2025), *The Future of Peacekeeping Needs Everyone. A Path Forward for Women's Meaningful Participation in Peace Operations*, Note de synthèse n° 03, Genève, DCAF – Centre pour la gouvernance du secteur de la sécurité, disponible en ligne à l'adresse : www.dcaf.ch/sites/default/files/publications/documents/FuturePeacekeepingNeedsEveryone_EN-may2025.pdf (consulté le 19 mars 2026).

OTAN (2024), « *NATO Deep Dive Recap Advancing Women, Peace and Security through National Action Plans* », 19 mars 2024. www.nato.int/en/news-and-events/articles/news/2024/03/19/deep-dive-recap-advancing-women-peace-and-security-through-national-action-plans (consulté le 19 mars 2026).

TROJANOWSKA Barbara K., LEE-KOO Katrina et JOHNSON Luke (2018), *National Action Plans on Women, Peace and Security: Eight Countries in Focus*, Canberra, Australian Civil-Military Centre, disponible en ligne à l'adresse : www.acmc.gov.au/sites/default/files/2018-11/NAP%20Full%20Web%20Version.pdf (consulté le 19 mars 2026).



A series of horizontal blue lines for writing, spaced evenly down the page.



**DCAF - Geneva Centre
for Security Sector Governance**

Maison de la Paix
Chemin Eugène-Rigot 2E
CH-1202
Geneva, Switzerland

Tel: +41 22 730 94 00
info@dcaf.ch